

# Géopolitique du savoir

## L'enseignement supérieur à l'heure de la mondialisation



**Par Jean-François Fiorina**  
 Directeur  
 de l'Ecole Supérieure  
 de Commerce  
 de Grenoble

**Les pays de l'OCDE captent 20% des flux d'étudiants expatriés dans le monde, dont le nombre a été multiplié par 14 entre 1960 et 2000. La mobilité s'est également accrue au sein même de l'UE : chaque année, 20 000 étudiants français partent étudier dans un autre Etat-membre.**

Depuis un demi-siècle, chaque décennie voit, en moyenne et à l'échelle mondiale, le nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur augmenter de vingt-cinq millions d'étudiants. Et la tendance s'accélère : on est passé de 13 millions d'étudiants en 1960 à 100 millions au début des années 2000 et à plus de 165 millions aujourd'hui - soit une progression de 65% ces dix dernières années ! La proportion de diplômés du supérieur "s'élève à un adulte sur trois dans certains pays de l'OCDE [et] cette proportion pourrait bientôt concerner la moitié de la population" souligne le dernier rapport *Regards sur l'éducation* réalisé par l'Organisation de coopération et de développement économiques. Ce marché pèse actuellement 1 000 milliards de dollars. Se pose alors une double question : celle de l'offre à proposer à cette demande grandissante et celle de son financement. Les enjeux sont de taille. Ils sont également polymorphes : culturels bien sûr, mais également socio-économiques, et somme toute politiques, dans un contexte de concurrence mondiale exacerbée.

À l'échelle mondiale, le nombre de migrants pour raison d'études a été multiplié par quatorze entre 1960 et le début des années 2000. Ce sont les étudiants des pays d'Afrique noire qui présentent les taux de mobilité internationale les plus élevés - souvent parce qu'il s'agit, aussi, d'une filière d'immigration plus classique. Mais dans la catégorie des champions du "voyage pour le savoir", on trouve aussi la Norvège, l'Irlande, le Sultanat d'Oman, le Kazakhstan ou encore la Mongolie. 20% des inscrits de l'enseignement supérieur de ces zones migrent chaque année vers des pays de l'OCDE, lesquels captent 88% de l'ensemble des étudiants expatriés. Dans l'espace européen, la mobilité s'est nettement accrue depuis 1999 et le Processus de Bologne. Au sein de l'UE, cette politique s'est notamment traduite par la mise en place de programmes d'échanges, parmi lesquels le fameux *Erasmus*. Chaque année, 20 000 Français partent ainsi étudier dans un autre Etat-membre. Presque autant d'Espagnols et d'Allemands font de même, suivis par les Italiens et les Polonais. Parmi les pays d'accueil, c'est l'Espagne qui arrive en tête, suivie de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne. Le même dispositif existe d'ailleurs pour les enseignants.

Exacerbée par cette mobilité internationale croissante, la bataille pour capter les étudiants les plus brillants et les meilleurs enseignants est donc lancée. Les établissements d'enseignement supérieur, tout comme les Etats, se livrent une concurrence acharnée. À terme, il en va de la survie des premiers et de la compétitivité globale des seconds.

### Des enjeux économiques et financiers colossaux

Certaines villes ou pays, comme l'Australie, captent mieux que d'autres ces flux migratoires de plus en plus denses. Ces pôles érigent l'enseignement supérieur au rang de véritable activité économique, source de rayonnement international et d'importants re-

**D'un point de vue économique, l'enseignement supérieur est plus qu'un simple marché. Il est aussi à la source de l'innovation, en tant que producteur direct ou fournisseur d'une main-d'oeuvre qualifiée au service du tissu industriel et commercial.**

**La question des financements est cruciale. Les participations du secteur privé couvrent 31 % des dépenses dans les pays de l'OCDE. Même s'ils varient fortement entre les pays, ils sont en constante augmentation.**

**L'enseignement supérieur est également une arme du "soft power" : celui qui, par le pouvoir de l'influence, investit le champ de la rivalité et de la concurrence entre les Etats.**

venus. Les villes s'appuient souvent sur une tradition et une réputation d'excellence déjà ancienne. Les plus emblématiques sont Oxford et Cambridge en Grande-Bretagne et, aux États-Unis, la connexion Boston-Cambridge (Massachusetts). Cette dernière totalise plus d'une centaine d'institutions publiques et privées de grand renom (Harvard, MIT, etc.) et compte aujourd'hui parmi les pôles universitaires de premier plan de la planète. Elle attire aussi bien des professeurs de renom (le linguiste Noam Chomsky, les économistes Robert Merton et Paul Krugman,...) que de nombreux étudiants américains et étrangers en quête de *cursus* d'excellence. Les différentes écoles peuvent se reposer sur un réseau d'anciens prestigieux, qui s'avère essentiel dans la course aux financements et nourrit l'attractivité et l'influence de ce gigantesque campus. Qu'on en juge : huit présidents des États-Unis et pas moins de quarante-cinq prix Nobel sont issus de la seule université d'Harvard ! Mais surtout, ces écoles font vivre les villes qui les hébergent. Outre les milliers d'étudiants, il faut compter le personnel enseignant et administratif (plus de 20000 pour le MIT et Harvard) et surtout les nombreuses firmes, à l'instar d'IBM, qui y installent leur siège pour mieux bénéficier des productions - mais aussi de l'image - des centres universitaires.

D'un point de vue économique, l'enseignement supérieur est en effet plus qu'un simple marché. Il est aussi à la source de l'innovation en tant que producteur direct - via ses laboratoires en recherche fondamentale et appliquée - et en tant que fournisseur d'une main-d'oeuvre qualifiée qui alimente ensuite le tissu industriel et commercial. De manière plus générale, un étudiant diplômé trouve un travail plus facilement et mieux rémunéré. Il est donc un consommateur en puissance doublé... d'un contribuable ! Ces raisons concourent à l'intérêt que portent les États pour établir des politiques publiques d'enseignement supérieur propres à assurer l'attractivité de leur territoire et pour former les ingénieurs et les cadres dont ils auront besoin.

La question des financements est cruciale. Pour développer l'enseignement supérieur, l'État peut faire le choix de libéraliser le secteur - autrement dit le privatiser - ou bien refuser d'en faire une valeur marchande et assurer lui-même la prestation. En réalité, la situation est plus complexe, et pragmatique. La majorité des systèmes mixe les deux approches : l'État subventionne une partie, le secteur privé une autre, et l'étudiant est mis à contribution via les frais de scolarité. Le rapport de l'OCDE précise que les participations privées "*représentent 31 % des dépenses au titre des établissements d'enseignement, mais [qu'] elles varient fortement entre les pays.*" Ces dernières années, cette participation est en constante augmentation. La collecte de fonds est devenue l'un des principaux défis posés aux différentes écoles et universités pour assurer leur développement.

Un enjeu sociétal

S'il est communément admis que le savoir est un multiplicateur de croissance pour une nation, ses effets indirects sur la société sont plus rarement relevés. "*Dans l'ensemble, les adultes âgés de 25 à 64 ans d'un niveau de formation élevé sont plus satisfaits de leur vie, participent davantage à celle de la société (se rendre aux urnes, s'intéresser à la politique, être bénévole et faire preuve de confiance interpersonnelle) et ont plus tendance à s'estimer en bonne santé*", relève l'OCDE. Comme l'avait déjà analysé l'organisation en 2010, ces retombées indirectes ont de profondes implications sur la qualité des sociétés démocratiques à long terme. Il en irait de l'exercice de la citoyenneté et des dépenses publiques de santé, rien de moins !

Encore faut-il s'assurer que le plus grand nombre d'élèves soit en mesure de réussir dans le supérieur. L'indicateur du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE attesterait là aussi de relations étroites entre économie, société et éducation : ainsi, moins une société serait inégale en matière économique et sociale, meilleur serait son système éducatif global. Les tests PISA, qui concernent les études secondaires, reflètent le niveau de l'étudiant moyen, par pays, à son arrivée dans le supérieur. Les résultats de ces évaluations sont donc loin d'être anodins : plus un État enregistre un score PISA élevé, plus son enseignement supérieur pourrait compter sur des élèves aptes à y réussir.

Au service du "soft power"

Théorisé dans les années 1970 par Joseph Nye, et aujourd'hui mis en oeuvre par les différentes administrations américaines, le *soft power* désigne un pouvoir reposant sur la capacité d'influence. Il ne s'oppose pas aux moyens classiques de la puissance (le *hard power*) mais les complète, et les prolonge dans les nouveaux champs d'expression de la rivalité et de la concurrence entre États. Le *soft power* repose principalement

sur la séduction et l'attraction. Il est souvent fait mention du culturel, rarement de l'enseignement. Et pourtant : quel formidable levier d'influence que de former sur ses référentiels intellectuels et techniques les élites de pays concurrents, ou émergents, à fort potentiel de croissance ! Ainsi aux États-Unis, 50% des thèses soutenues en sciences et technologie le sont par des étrangers. De retour chez eux, ces étudiants deviennent, plus ou moins consciemment, les acteurs du rayonnement économique et culturel de leur pays d'accueil universitaire. Ces futurs décideurs participent ainsi d'une culture commune au service de celui qui en détient la clé.

Le *soft power* en matière d'enseignement supérieur, c'est aussi la capacité à attirer les étudiants et universitaires les plus talentueux, susceptibles de devenir des "travailleurs du savoir" au service de l'économie du pays d'accueil, ou d'augmenter la compétitivité des secteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur de ce pays. C'est ainsi le moyen, pour les entreprises françaises, de s'assurer les compétences nécessaires à leur développement international - ce qui souligne l'erreur manifeste de la circulaire Guéant (heureusement assouplie) quant à l'accès au marché du travail des diplômés étrangers.

Face à ce défi, les pays émergents comme la Chine, la Corée du Sud ou les États du Golfe favorisent une politique de renforcement de leurs capacités d'enseignement supérieur. Ils encouragent l'accueil d'étrangers, en multipliant les accords de jumelage et de coopération. À titre d'exemple, la Sorbonne a ouvert une antenne aux Emirats arabes unis, et l'École spéciale militaire de Saint-Cyr développe un projet du même type au Qatar. On assiste ainsi à un phénomène "d'exportation" des établissements d'enseignement supérieur, pour se rapprocher de leurs marchés et clients. Mais cette stratégie ne peut être effective sans une aide, ou au moins un réel appui, des États. Il importe donc de penser plus étroitement encore le partenariat public/privé pour relever les formidables défis posés par l'enseignement supérieur. Celui-ci n'est certes pas "*une marchandise comme une autre*", mais il s'affranchit de moins en moins des lois d'airain de la mondialisation. ■

**Pour aller plus loin :** *Regards sur l'éducation 2011 : les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, 533 p., <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2011-fr>

## EXTRAIT :

**Sur le rôle idéologique de l'OCDE en matière d'évaluation de l'enseignement :** "*Les pays ont évolué dans leur façon d'appréhender les résultats de l'éducation (...). Dans une économie de plus en plus mondialisée où le succès des systèmes d'enseignement ne se mesure plus seulement à l'aune des normes nationales, mais par rapport aux meilleurs systèmes d'éducation du monde, le rôle de l'OCDE est primordial, en cela qu'elle fournit des indicateurs de performance éducative qui non seulement évaluent, mais aussi façonnent, l'action publique.*" (OCDE, op. cit.)

# Pourquoi CLES ?

## Comprendre Les Enjeux Stratégiques

Depuis 2007, Grenoble École de Management a introduit dans son cursus un enseignement de géopolitique. Cette initiative novatrice s'appuie notamment sur la conviction que, face à un monde complexe et en mutation permanente, l'entreprise et les managers ont besoin du prisme de la géopolitique pour se positionner, prendre les bonnes décisions et engager les stratégies adéquates.

Il s'agit toutefois d'une approche originale de la géopolitique. À travers ses enseignements et ses activités de recherche, Grenoble École de Management envisage celle-ci sous un angle opérationnel. L'objectif est d'offrir aux décideurs économiques les outils d'aide à la décision nécessaires pour naviguer dans un environnement au sein duquel les risques et les opportunités évoluent sans cesse.

Avec la publication des notes CLES, Grenoble Ecole de Management souhaite partager, chaque semaine, avec ses partenaires, le fruit de ses recherches en matière de géopolitique. Elle souhaite aussi stimuler les échanges d'idées et les partages d'expérience. Car, dans le monde qui est le nôtre, c'est aussi de la confrontation des visions que provient la performance. ■

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com) et sur [www.grenoble-em.com/geopolitique](http://www.grenoble-em.com/geopolitique).